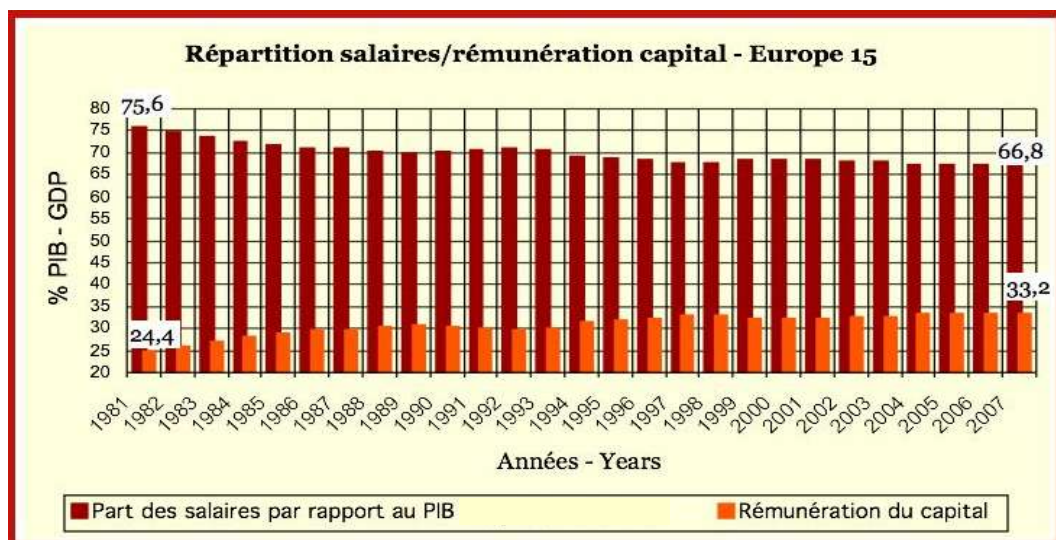


Les peuples peuvent imposer une autre Europe porteuse de progrès social

Fin 2010, ce sont plus de 23 millions de chômeurs qui sont officiellement recensés dans l'Union Européenne. Selon le bilan publié le 8 février par Eurostat, l'Union à 27 compte 115 millions de personnes (23% de la population) menacées d'exclusion sociale. 16,3% de la population européenne et 27% des enfants de moins de 18 ans vivent en dessous du seuil de pauvreté. 8,6% des actifs sont des travailleurs pauvres.

Il s'agit là des conséquences directes du recul de 10 points de la part des salaires dans le PIB de l'Union européenne.



Ces constats accablant prouvent que le système économique institutionnalisé par les Traités de Maastricht et Lisbonne mène à la catastrophe sociale. Construit sur les dogmes de la concurrence libre et non faussée et de l'Euro fort, pour garantir au monde des affaires et de la finance des taux de profit obscènes, le type de société voulu par les néo libéraux provoque des ravages dans tous les pays européens.

Alors que la nocivité de ce système pour les peuples devient chaque jour de plus en plus criante, les dirigeants européens, sous l'impulsion du tandem Merkel-Sarkozy, poursuivent leur fuite en avant. Pour eux, la crise constitue une opportunité pour imposer des « réformes » que la société aurait refusées en d'autres temps. Au motif d'un sauvetage de la monnaie européenne, un plan d'austérité et de régression sociale sans précédent frappe toutes les populations de l'Union européenne. En application du pacte Europlus signé en mars 2011, les gouvernements de chaque Etat membre doivent geler ou faire reculer les salaires du secteur public comme du privé, supprimer des dizaines de milliers d'emplois de fonctionnaires, revoir à la baisse la protection sociale et le droit du travail, reculer l'âge du départ à la retraite, abandonner des missions d'intérêt général et privatiser des services publics.

Le «pacte de compétitivité», qui devrait être adopté par le conseil européen du 1^{er} mars prochain, vise à inscrire ces mesures d'austérité dans le marbre des traités européens. En dehors de tout processus démocratique, c'est une société au service des intérêts des puissants et des possédants que l'on veut imposer à tous les peuples européens.

Comme l'a dit la Secrétaire Générale de la Confédération Européenne des Syndicats (CES) : « **trop, c'est trop** ». Chacun voit que les luttes sociales sans précédent qui se produisent partout en Europe ne suffisent pas pour faire entendre raison à ceux qui nous gouvernent. Pour la première fois, la CES appelle à une mobilisation le 29 février dans tous les pays européens pour dire non à cette nouvelle aggravation de la Constitution européenne.

C'est en coordonnant leurs forces que les salariés de toute l'Europe imposeront d'autres choix

Le modèle allemand, un exemple à ne pas suivre

Qu'en est-il vraiment ?

Depuis le milieu des années 90, pour faire face à la réunification tout en respectant l'orthodoxie budgétaire, tous les gouvernements qui se sont succédés en Allemagne ont mené une politique de régression sociale : diminution en 15 ans de 4,2 points du salaire moyen, réduction drastique des droits sociaux notamment ceux des chômeurs, report à 67 ans de l'âge de départ à la retraite, dérèglementation du droit du travail, privatisation des services publics et de santé, baisse de la fiscalité des entreprises dont le taux d'imposition est passé de 45% en 1998 à 15% en 2008, compensée par une hausse de 3% de la TVA ...



Le coût du travail

Selon Eurostat (organisme dépendant de la Commission Européenne) en 2010, le coût salarial horaire (salaire et protection sociale) français est toujours inférieur (33,16 €) à celui de l'Allemagne (34,18 €). D'ailleurs, le patronat allemand délocalise ses usines en France, comme le reconnaît le PDG d'une usine Mercedes installé en Moselle : « les ouvriers français nous reviennent entre 15 et 20% moins cher que les ouvriers allemands ».

Le coût du travail est de 25,34 € de l'heure en Italie, 21,70 € en Espagne, 16,6 € en Grèce et 10,3 € au Portugal, pays qui présentent des taux de chômage record et des situations économiques catastrophiques.

De même, en Allemagne, si le coût salarial horaire atteint 40 euros dans les régions industrialisées de l'ouest, il n'est que de 20 € dans les länder de l'ex RDA, là où le chômage dépasse les 25%. Ce ne sont donc pas les salaires et la protection sociale trop élevés qui expliquent le manque de compétitivité de l'économie française.

Le temps de travail

En 2010, selon Eurostat, le temps de travail effectif moyen des salariés était de 35,2 h par semaine en France pour 34,5 en Allemagne, 33,6 au Danemark, 33,3 en Norvège et 30,3 au Pays Bas.

A l'autre bout de l'échelle européenne, la durée hebdomadaire effective était de 41,2 en Roumanie, 40,2 en Bulgarie, 34,3 en Pologne, 38,6 en Grèce, 38,4 au Portugal ou 36,4 en Espagne.

Bref, on constate là encore que, contrairement au discours dominant, ce ne sont pas les pays où le temps de travail est le plus élevé qui se portent le mieux du point de vue économique. Et pour mettre fin à la rengaine de « c'est la faute aux 35 heures » on notera que si, grâce à cette mesure, le temps de travail effectif a été ramené en France de 37,3 h en 1999 à 35,2 en 2010, dans le même temps les salariés allemands voyaient leur temps de travail passer de 36,7 à 34,5. Outre Rhin, cette réduction du temps de travail moyen a été réalisée par la multiplication du temps partiel imposé, ce qui a entraîné une explosion du nombre de salariés précaires.

La productivité

Selon les mêmes statistiques européennes, chaque salarié (public et privé) français produit en moyenne 74 100 € de richesse chaque année. Cette productivité est de 64 200 € en Italie, 62 500 € en Allemagne, 59 200 € en Angleterre, et 57 900 € en Espagne, 14 300 € en Roumanie.

Ainsi, et contrairement au discours culpabilisateur de Nicolas Sarkozy, la France est, avec les pays scandinaves, parmi les pays d'Europe où la richesse produite par chacune des personnes qui a un emploi, est la plus élevée. Au niveau mondial, la productivité des salariés français est même supérieure à celle des travailleurs japonais (68 000 € annuels) dont on nous dit qu'ils se tuent au travail pour le bonheur de leurs employeurs.

L'Emploi

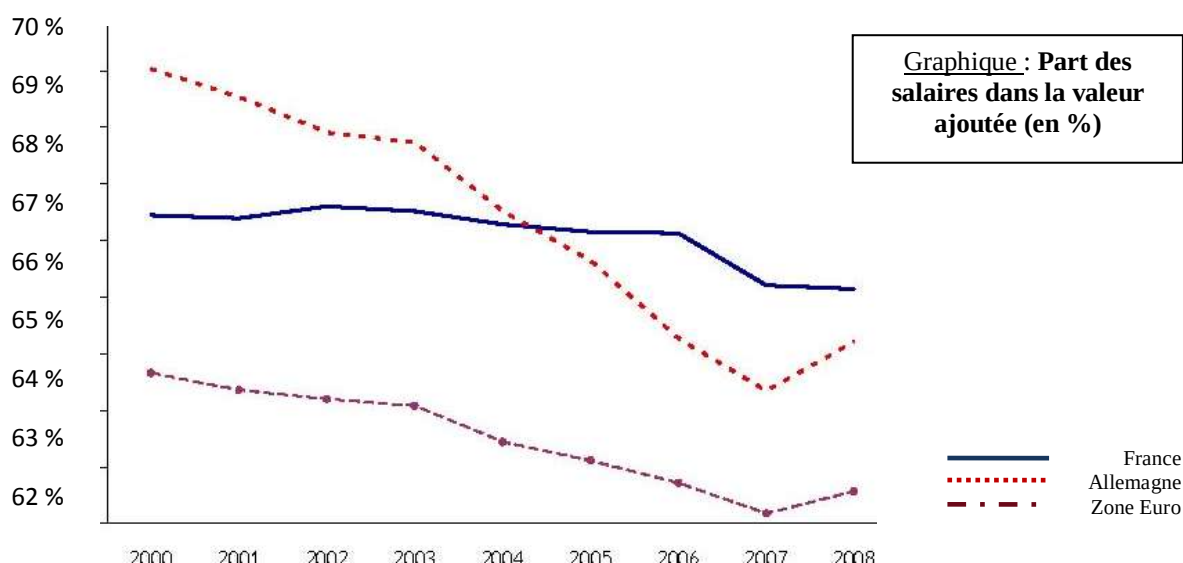
En 2010, en Allemagne, 46,2% des 15-24 ans et 76,2% des 25-64 ans disposaient d'un travail. En France, pour les mêmes tranches d'âge, les chiffres étaient respectivement de 30,3% et 71,5%. L'Allemagne semble donc incontestablement faire mieux en matière d'emploi surtout pour les jeunes.

Mais ces données statistiques masquent des réalités moins reluisantes. Contrairement à une idée reçue, la France a créé deux fois plus d'emplois que l'Allemagne ces dix dernières années.

Le faible taux de chômage chez nos voisins résulte d'abord d'un effet démographique car la part des jeunes entrant sur le marché du travail ne cesse de reculer (- 0,5% entre 2008 et 2011) alors qu'elle progresse de façon continue en France (+ 1,7%) du fait du dynamisme de la natalité.

D'autre part, en Allemagne, le recul du départ à l'âge de la retraite imposé il y a 10 ans oblige aujourd'hui 56,2 % des 55-64 ans à rester au travail tandis qu'en France, seuls 30,3% des salariés sont encore au travail après 55 ans. L'Allemagne compte 4,8 millions de salariés payés entre 400 et 800 € mensuels et 134 000 personnes travaillent pour 1 € de l'heure. Cette hyper précarisation s'effectue en outre surtout au détriment des femmes qui en moyenne travaillent 9 h de moins par semaine que les hommes.

Un Dumping fiscal et social aux conséquences désastreuses



Les grands groupes économiques se livrent à une concurrence effrénée au sein même de l'Union européenne. 90% des échanges sont effectués entre les pays européens et 70% des exportations de l'Allemagne, moteur de sa croissance, sont à destination d'autres pays de l'Union européenne. C'est dans ce cadre que les gouvernements allemands ont engagé il y a dix ans une politique de baisse de la dépense publique et de régression des droits sociaux dans l'objectif de conquérir de nouvelles parts de marché. Le bilan de ces orientations est connu : le salaire moyen a reculé outre Rhin de 4,2% en cinq ans tandis que, dans le même temps, la part du travail dans le PIB allemand reculait de 5 points. Les dépenses publiques ont été diminuées de façon drastique pour respecter « la règle d'or ». L'Allemagne consacre aujourd'hui 5882 € par an et par habitant pour ses services publics (6290€ en France) et 7247€ pour ses services sociaux et de santé (5405€). Il faut désormais travailler 45 ans pour bénéficier d'une retraite à taux plein mais la multiplication des « mini-jobs » ne permet pas d'obtenir suffisamment de points pour y parvenir ce qui place les retraités dans la misère. Le taux officiel de pauvreté est passé de 10% de la population en 2000 à 15,5% en 2010 (12,3 en France) et l'espérance de vie des travailleurs pauvres a reculé de deux ans.

Aujourd'hui, c'est au nom de cette même compétitivité que les dirigeants voudraient faire entrer la France et tous les peuples européens dans la même spirale régressive.

Une autre Europe est possible

A rebours des thèses libérales, la CGT affirme que, dans le monde du XXI^{ème} siècle, seuls le développement économique de tous les pays et l'émancipation du plus grand nombre peuvent apporter à tous le progrès social. Avec la Confédération Européenne des Syndicats (CES), la CGT considère que les choix faits pour l'Europe sont dangereux et inacceptables. Elle exige un changement fondamental de cap pour l'Union européenne.

Dans cet objectif, la CGT milite pour :

- le rejet du plan d'Austérité Européen dit « Pacte de compétitivité » et, à l'inverse des mesures incitant les revalorisations salariales, l'amélioration de la protection sociale et le développement de l'emploi notamment dans le secteur public pour un autre partage des richesses et une relance par la consommation et le développement durable ;
- une refonte des Traités européens pour assurer la primauté du droit social sur celui du Marché et soustraire les services publics des règles de la concurrence ;
- un renforcement des compétences du Parlement européen, seule institution élue directement par tous les citoyens, et la mise sous tutelle de la Commission européenne, instance qui échappe largement au contrôle économique ;
- pour mettre un frein au dumping social, un droit du travail européen amélioré notamment en ce qui concerne la limitation des contrats précaires, la sécurité et la santé au travail, la généralisation du principe du salaire minimum et l'abaissement de la durée légale européenne du travail ;
- une politique active de soutien aux services publics avec la mise en place de services publics communautaires pour les missions ou activités en réseau de dimension européenne ;
- une remise en cause de l'indépendance de la banque centrale européenne qui, placée sous le contrôle d'institutions politiques émanant du vote des citoyens, doit être remise au service du développement économique et social et non de la finance ;
- une harmonisation de la fiscalité des sociétés et du capital avec l'instauration d'un taux européen minimum pour contrecarrer le dumping fiscal pratiqué par les entreprises ;
- la suppression des paradis fiscaux européens ;
- la mise en place d'une taxation sur les transactions financières pour financer la relance ;
- un plan de relance économique européen permettant une croissance durable, grâce à des investissements publics notamment dans les domaines de l'éducation, la formation et la recherche, l'innovation dans les nouvelles technologies et l'efficacité énergétique.

Le 29 février, par la mobilisation en France et en Europe,

Agissons à tous les niveaux pour imposer d'autres choix

